

Burundi : l'indice des prix à la consommation "toujours en évolution positive"

@rib News, 04/08/2017 Source Xinhua L'indice des prix à la consommation (IPC) est "toujours en évolution positive" au Burundi, selon Nicolas Ndayishimiye, directeur général de l'Institut de Statistiques et des Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU) relevant du ministère burundais à la Présidence chargé du Plan. Fin 2016, le taux d'inflation annuelle était estimé à 5,6% et a poursuivi sa courbe ascendante pour atteindre 6,1% fin janvier, 10,1% fin avril et 12,4% fin juin de l'année en cours ; ce qui signifie qu'elle a augmenté de plus de 50% dans un intervalle de six mois seulement, a affirmé M. Ndayishimiye, dans une interview accordée jeudi à Xinhua sur l'état des lieux de l'inflation au Burundi.

"En termes simples, cette inflation burundaise est intimement liée au pouvoir d'achat des ménages locaux par rapport aux produits qui sont offerts et à la demande de ces ménages. Car, les rapports entre l'offre et la demande influent directement sur l'évolution de l'IPC en termes de flambée ou de chute des prix des biens de consommation des ménages", a affirmé l'expert Ndayishimiye. Pour lui, cette situation pourrait certes s'expliquer par le faible pouvoir d'achat de beaucoup de ménages burundais, mais aussi par le comportement de la monnaie burundaise par rapport aux monnaies étrangères, en l'occurrence le dollar américain ou l'euro, qui sont les principales devises utilisées par les importateurs burundais pour payer les marchandises. En effet, a-t-il laissé entendre, un article produit localement qui coûte normalement cent francs burundais (100FBU), voit son prix de vente beaucoup revu à la hausse une fois importé en fonction d'une marge financière que les commerçants burundais veulent percevoir, a-t-il fait remarquer. Les principaux produits couramment consommés au Burundi et frappés par cette inflation galopante, a-t-il poursuivi, sont notamment les produits alimentaires et boissons non alcoolisées pour une variation moyenne annuelle de plus de 18,2%, suivis par les produits vestimentaires et les chaussures (+15,6%) et les boissons alcoolisées et le tabac (+14,2%). "En s'y penchant de près, on découvre que c'est presque tous les segments du tissu économique burundais qui sont frappés, à l'exception du secteur de la communication où on enregistre une moindre augmentation de l'IPC (+0,4%)", a-t-il souligné. Les conséquences de cette inflation qui ne cesse de se creuser au fur du temps, a-t-il dit, sont "néfastes" dans la mesure où elle influe "négativement" sur le bien-être des ménages burundais, qui se voient ainsi dépourvus de capacités pour s'approvisionner en produits de première nécessité faire face à l'implosion des prix, eu égard au niveau de pauvreté. "Car, la poursuite de la flambée des prix de première nécessité continuent à flamber, particulièrement les produits alimentaires ; il peut arriver qu'un Burundais qui mangeait deux fois par jour, va manger une fois par jour", a-t-il signalé. Si la trajectoire des prix continue à afficher une courbe ascendante au Burundi et que le contexte financier des Burundais "reste tel qu'il est aujourd'hui", le risque encouru est que beaucoup de ménages pourraient ne pas satisfaire la fonction principale de se nourrir. "Toutefois, cela ne signifie pas que cette situation influe directement sur le niveau de pauvreté au Burundi dans la mesure où beaucoup de facteurs interviennent pour dresser l'état des lieux sur la pauvreté au sein des ménages", a-t-il nuancé. En faisant une projection dans six mois, la tendance montre que l'inflation sera toujours à la hausse, a-t-il estimé. Si la monnaie burundaise se comporte de façon appréciable par rapport aux monnaies étrangères, on peut néanmoins espérer que le taux d'inflation évoluera vers une certaine stabilisation et qu'il n'ira pas au-delà de 20% à l'horizon fin 2017. "Cet optimisme se fonde sur le fait que la deuxième saison culturale burundaise (février-juin 2017) s'est bien comportée au regard de la bonne production enregistrée sur les légumes et les céréales, la tendance inflationniste vers la hausse enregistrée jusque maintenant pourrait se renverser. Avec une telle situation, le volume des importations des produits vivriers pourrait baisser avec pour effet positif la stabilisation du taux d'inflation à son niveau actuel de 12,4%", a-t-il laissé entendre. Pour que l'actuelle inflation puisse évoluer vers la baisse au Burundi, a-t-il recommandé, les ménages burundais devraient redoubler d'efforts pour produire davantage particulièrement dans le secteur agricole qui emploie l'immense majorité de la population. "Le poumon de l'économie burundaise étant l'agriculture ; il faut que les autorités burundaises en charge de ce secteur enclenchent des innovations visant à améliorer la productivité agricole, notamment en approvisionnant les ménages en engrais chimiques et en les encadrant de près dans l'utilisation de la fumure organique", a-t-il ajouté. Sur la question de savoir ce que le Burundi devrait initier pour un meilleur accès aux devises, l'expert Ndayishimiye a indiqué qu'avec la réduction des appuis des partenaires techniques et financiers (PTF) dont les aides sont normalement accordées en "monnaies fortes", le pays devrait monter de nouveaux projets pour faire entrer des devises dans le trésor public national. "Chaque année, l'amer constat est que le déficit de la balance commerciale burundaise se creuse davantage ; car, le Burundi importe beaucoup de produits, mais en exporte très peu", a-t-il fait remarquer.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});